

Selon moi, il importe de réduire le déficit et les dépenses gouvernementales à une époque où toutes sortes de pressions s'exercent sur notre économie. Il ne faut cependant pas le faire à l'aveuglette. Nous devons au contraire nous efforcer d'investir dans l'avenir du Canada.

Quand un homme d'affaires place son argent, on ne parle pas de dépenses, mais plutôt d'investissement. Quand un député achète une maison, il ne dépense pas son argent, il l'investit. Il investit dans son propre avenir et celui de sa famille. Je demande au gouvernement de réfléchir à ce que nous préconisons de ce côté-ci de la Chambre, en l'occurrence des stratégies et des plans d'action sérieux qui augmenteront la productivité et qui créeront des emplois permanents. Il y a déjà trop de programmes de création artificielle d'emplois, de programmes désignés par des sigles, qui ne font que donner l'illusion d'emplois et de prospérité, mais qui ne font rien de concret.

Dans quels secteurs voudrions-nous que le gouvernement songe sérieusement à investir? D'abord, dans un pays comme le nôtre et dans une société comme la nôtre qui s'efforce de livrer concurrence à l'échelle internationale, il faudrait investir dans la recherche et le développement. Les présidents d'université de tout le pays, les directeurs des écoles commerciales et techniques et tous les enseignants disent la même chose: il faut investir dans l'avenir du Canada. L'une des façons de le faire, c'est de financer, d'appuyer et d'encourager davantage la recherche et le développement, tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Cela nous inquiète d'apprendre de bonne source que le cabinet ne songe pas à investir dans l'expansion économique du Canada, mais qu'il pense au contraire à réduire ses dépenses à cet égard. Le gouvernement songe à réduire de 1 milliard et demi ses dépenses au titre de l'enseignement post-secondaire. Ce serait une mesure rétrograde s'il en est. Nous sommes cependant convaincus que la voix de la raison l'emportera et que, loin de réduire ses dépenses à cet égard, le gouvernement acceptera peut-être de consacrer plus d'argent à la R et D afin d'aider les institutions et les entreprises de tout le pays à prendre de l'expansion et à trouver de nouveaux moyens pour faire prospérer davantage le Canada.

Les résultats obtenus jusqu'ici sont plutôt désolants. Notre but, qui est admirable, est de consacrer 1.5 p. 100 du PNB à la recherche et au développement. C'est fort honorable et respectable et j'espère que cela se réalisera bientôt. Voilà maintenant qu'on nous prévient que cela ne se fera peut-être pas avant 1985. C'est un long délai, à bien des égards. Nous songeons également à comprimer certains budgets et ce n'est pas le genre d'encouragement dont nos chercheurs et nos techniciens ont besoin. En fait, si le gouvernement s'engageait aujourd'hui à consacrer un demi milliard de plus à la recherche et au développement, les résultats ne commenceraient à s'en faire sentir que dans plusieurs années, et c'est là tout le problème. Si l'on prend cette décision aujourd'hui, c'est seulement dans cinq ou six ans que nous commencerons à en voir les avantages, si bien qu'il faut se dépêcher et prendre une décision au plus tôt.

Pouvoir d'emprunt—Loi

C'est sans doute la même chose que si l'on plante un verger pour en récolter des fruits sept ans plus tard plutôt que de semer des pommes de terre pour les récolter quelques mois après. La recherche et le développement porteront des fruits plus tard. Par conséquent, plus vite la décision sera prise, mieux cela vaudra.

Nous pourrions parler de toutes les façons d'investir dans l'avenir du Canada et des éléments que nous voudrions voir inclus dans la stratégie industrielle. Cette dernière devrait tracer notre avenir économique, nous fournir des lignes directrices et des paramètres et prévoir l'électrification des voies ferrées. S'il est un pays qui devrait utiliser au maximum son potentiel hydro-électrique, c'est bien le nôtre. L'Union soviétique a une géographie et une superficie comparables. Elle a certainement profité de son avantage dans ce domaine énergétique et a entrepris un vaste programme d'électrification de son réseau ferré. Le Canada a certainement besoin, lui aussi, du moyen le moins cher et le plus efficace qui soit pour transporter les marchandises.

Il y a ensuite toute la question des petites entreprises. Je sais que le ministre d'en face se soucie vraiment des petites entreprises canadiennes, mais il ne semble pas trop prompt à agir ou à prendre les mesures nécessaires pour qu'elles s'en rendent compte.

Une voix: Et les obligations?

M. Riis: Oui, c'est en effet un petit pas en avant pour la petite entreprise. En fait, on commence maintenant une étude pour examiner les possibilités financières des entreprises canadiennes. Comme toujours, la motivation est positive et excellente. Cette étude est en cours depuis un certain nombre de mois et elle se poursuivra probablement encore pendant quelques mois. On la renverra ensuite pour qu'on en fasse l'étude et l'analyse et après on la présentera à la Chambre. Nous risquons donc d'attendre encore bien des mois avant qu'elle puisse porter fruit. Je reconnais toutefois que c'est un pas dans la bonne voie. C'est pourquoi j'ai écouté avec une certaine horreur. Le mot «horreur» est peut-être trop fort pour mes collègues à ma droite. Ils disent que le gouvernement doit se retirer du monde des affaires et des milieux financiers et laisser le secteur privé se débrouiller.

● (1720)

Ils sont prompts à signaler où sont les problèmes. Certes, des problèmes existent, il faudrait être sot pour ne pas le reconnaître. Cependant, examinons certains des pays les plus novateurs et leur structure économique. Le Japon est de ceux-là. Mes amis tory, à ma droite, oseraient-ils dire que le gouvernement du Japon s'abstient de toute ingérence dans les affaires commerciales de son pays? Certes non; il existe un rapport, un lien très complexe entre ces deux secteurs. Les hommes d'affaires du Japon ne font rien sans obtenir l'assentiment, l'appui et la collaboration de leur gouvernement. Le Japon n'est pas un pays socialiste, loin de là, mais il fournit l'exemple d'une saine économie. Les facteurs privé et public collaborent dans l'intérêt même du Japon et des Japonais.